

Burundi : trafic humain vers Oman et l'Arabie saoudite

Voice of America, 01 juillet 2016 Le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE) a dénoncé, dans un rapport, le trafic de filles et femmes du Burundi à destination d'Oman et d'Arabie saoudite. Certaines autorités de l'État sont impliquées. Dans un rapport de 15 pages, le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE) a détaillé ce qu'il a appelé « l'ampleur préoccupante du trafic de filles au Burundi ».

Le président du FOCODE Pacifique Nininahazwe a dit à VOA Afrique que « les sociétés impliquées sont régularisées et enregistrées par l'Agence de Promotions des investissements (API) ». Des autorités, dit-il, apportent du "soutien aux trafiquants". - « Soutien et complicité de l'État » - Pacifique Nininahazwe a également pointé du doigt des responsables du parti au pouvoir le CNDD-FDD. « Ils sont actifs dans le recrutement dans plusieurs localités du pays comme Cankuzo, Bubanza. Certains ont même envoyé leurs épouses à cause des salaires alléchants », a-t-il déclaré. Mais le président du FOCODE admet que son rapport ne contient pas l'avis officiel de l'autorité du parti présidentiel. « Mon organisation ne peut pas travailler officiellement au Burundi », a-t-il expliqué, arguant que le rapport a néanmoins pris en compte la « version confidentielle » livrée par certains membres du parti. La PAFE, la Police de l'Aire et des Frontières, facilite les sociétés impliquées en leur octroyant les « passeports groupés », a allégué Pacifique Nininahazwe. - « Des familles délogées » - Le FOCODE décrit une « situation difficile » des familles dont les filles ou les femmes ont été déportées. « Chagrin, des familles délogées, abandon d'enfants, abandon scolaire » sont quotidiens, selon Pacifique Nininahazwe. Il a imploré le gouvernement de « stopper ce trafic », de « sensibiliser les communautés », de « rapatrier les victimes », mais aussi de « tenter pour sanctionner les auteurs ». Le 28 juin 2016, au micro du correspondant de VOA Afrique à Bujumbura, le porte-parole de la police burundaise Pierre Nkurikiye a reconnu l'existence des sociétés qui recrutent et a même annoncé l'arrestation de sept personnes présumées avec AFP